

Turquie : avec les TEKEL de Diyarbakir dans le camp d'Ankara

vendredi 2 avril 2010, par [Anne Guezengar](#)

Les ouvriers de TEKEL, l'ancien monopole des alcools et des tabacs, privatisé et vendu à un groupe anglo-saxon en 2008, ont mené un mouvement social d'une ampleur et d'une durée inattendue, au plus froid de l'hiver. Protestant contre les conditions de leur reclassement après la fermeture des usines, ils ont afflué de tout le pays vers Ankara. Anne Guezengar a suivi les employés de la manufacture de Diyarbakir (Sud-Est) dans l'un de leur périple vers la capitale turque en février dernier. Reportage.

La plupart des ouvriers du dernier bus de grévistes Tekel, qui quitte la ville kurde de Diyarbakir pour Ankara, n'ont fait qu'un bref séjour dans leur foyer. Depuis plus de deux mois, ils campent dans le centre de la capitale turque, où certains ont pris part à une grève de la faim de 3 jours. Comme les 12 000 employés de la société de tabac Tekel, ils ont été licenciés le 30 janvier dernier. Les entreprises de production de tabac sont les dernières à fermer depuis la vente, en 2008, du monopole d'Etat au groupe British American Tobacco. Dans les années à venir, ce sont plus de 125 000 employés d'entreprises d'Etat qui risquent d'être à leur tour concernés par les privatisations en Turquie.

Une quinzaine de femmes sont du voyage. Irmak, la plus jeune, a quatre ans. Elle va rejoindre son père qui n'a pas quitté le camp depuis le début du mouvement. Avec son sourire adorable et son poing dressé, elle y sera la coqueluche des photographes et des chaînes de télévisions. Hediye et Gurbet étaient employées à Tekel depuis 21 ans. Voile sur la tête, ces deux femmes sont les piliers de la famille. Hediye a 4 enfants, son mari travaille dans le secteur informel. « Ma fille aînée souffre d'une grave maladie. Comment paierons nous les médecins ? » Gurbet est veuve. « Depuis le début du mouvement, ma belle-mère s'est installée chez moi pour garder mes deux enfants ».

Un mouvement populaire

« Les Tekel en grève remercient les habitants d'Ankara et les commerçants du quartier piétonnier de Sakarya pour leur soutien » annonce un panneau à l'entrée du camp de fortune. « Depuis, nos affaires ont chuté, mais nous soutenons les Tekel », confirme un restaurateur. « L'AKP vend toutes les entreprises du pays, la Turquie n'est plus qu'une coquille vide » ajoute-t-il. Une opinion partagée par beaucoup d'habitants de ce quartier très kémaliste où l'on déteste le gouvernement musulman conservateur AKP.

Le week-end des 19 et 20 février, c'est de tout le pays que les soutiens arrivent. Syndicats, partis d'extrême gauche, kémalistes ou simples sympathisants du mouvement des Tekel, la foule se presse dans le camp où toute la nuit, on chante, reprend des slogans et on se serre pour accueillir les visiteurs sous les tentes, près des poêles à bois. On ne s'endort qu'à l'aube, sur une chaise ou blotti sous des couvertures dans un coin. Dans la journée, des cartons de boissons, nourriture, capes imperméables, cadeaux de donateurs sont distribués dans les tentes. C'est aussi grâce aux solidarités syndicales, associatives ou privées que les milliers de Tekel venus des 4 coins du pays peuvent parfois passer une nuit au chaud et se doucher. « Sans le soutien de la population, nous n'aurions pas pu tenir aussi longtemps avec le froid glacial qui régnait jusqu'ici à Ankara » reconnaît Siddik, syndicaliste de Tek-Gıda İş de Diyarbakir.

A Diyarbakir plus de 1000 employés viennent de perdre leur emploi. Ici, comme dans d'autres villes du Sud-est kurde, ravagées par le sous emploi, les entreprises d'Etat étaient les seules à garantir un emploi

ouvrier stable, convenablement rémunéré et bénéficiant d'une assurance maladie. Arif travaillait pour la branche alcool du monopole d'Etat. Il a été licencié en 2003, lorsque celle-ci est devenue la propriété de Texas Pacific. Il avait été reclassé pendant 10 mois au ministère de la santé, avec un salaire divisé par deux. Depuis il est au chômage. « Pour continuer à payer les études de mes enfants, j'ai du vendre un appartement que je possédais ».

Cette fois les Tekel exigent plus de garanties. « A l'usine, je touchais un salaire de 600 euros. Le gouvernement ne me garantit qu'un contrat de 11 mois pour un emploi dans la fonction publique, rétribué 420 euros. Mais ensuite ? Nous voulons conserver notre statut d'agent de l'Etat » s'inquiète Nedim.

Diyarbakir - Trabzon, même combat

Dans l'atmosphère de fortes tensions entre gouvernement et establishment politico-militaire qui règne dans le pays, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan accuse le mouvement d'être instrumentalisé par l'opposition. « Vive Diyarbakir ! » s'enthousiasme une militante de l'Association de la Pensée d'Atatürk, très nationaliste et hostile au mouvement kurde. La grande tente des Tekel de Diyarbakir, où les sympathies pro kurdes sont clairement affichées, est bondée de visiteurs. Veysel s'en amuse. « Avant, jamais je n'aurais osé me promener dans ce quartier avec mon puchi (foulard noir et blanc) kurde. Aujourd'hui, il est à la mode. » De toute façon à Diyarbakir, où de nombreux élus du BDP, le Parti de la Paix et de la Démocratie, pro kurde, ont été arrêtés le 24 décembre, personne ne croit plus à l'ouverture démocratique promise par le gouvernement AKP. « C'est ici, entre les Tekel, que nous la faisons » assurent les grévistes. A l'entrée de la tente des Tekel de Trabzon, un fief nationaliste, le fanion de l'équipe de Diyarbakirspor côtoie celui du Trabzonspor. Une première.

Kemal, lui, vient d'Adiyaman, une ville kurde à majorité AKP. Il est amer. « Depuis 2002, j'ai toujours voté pour l'AKP. C'est fini. Avant les élections, on nous avait promis que quoiqu'il arrive, nous conserverions notre statut d'agent de l'Etat. On nous a menti. C'est être de bons musulmans ça ? »

Lundi 1 Mars, les Tekel démontaient leur camp. Le Conseil d'Etat vient de leur donner une petite victoire dans cette partie de bras de fer avec le gouvernement AKP. L'article 4/C qui depuis 2004 régit les conditions de reclassement du personnel des entreprises d'Etat privatisées, accordait un délai de 30 jours maximum pour postuler à un emploi précaire au sein de la fonction publique. Ce délai vient d'être abrogé. Le personnel licencié bénéficiera d'une indemnité mensuelle pendant huit mois. Ce répit permettra aux Tekel épuisés du camp d'Ankara de souffler. Le premier avril, ils promettent de revenir dans la capitale. Et les principales confédérations syndicales du pays envisagent une grève générale à partir du 26 mai prochain, si le gouvernement refuse toujours de céder.

Quelques jours plus tôt un Tekel était tué à Ankara, renversé par un automobiliste ivre. La révolte avait grondé dans le camp. Depuis son portrait était affiché à l'entrée de toutes les tentes.

Ankara, février 2010.

Sources

Voir les images de ce reportage sur les Tekel : [YOL \(routes de Turquie et d'ailleurs\)](#)